



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Unité départementale de la Loire-Atlantique

Nantes, le 30/12/2024

Réf : N4-2024-1285

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Société : CASTEL FRERES ci-après dénommé l'exploitant

Commune : La Chapelle-Heulin

N° AIOT : 0630020250

Objet : Dossier de réexamen IED

Date du dossier de demande par l'exploitant

Dossier reçu en avril 2021 complété par envoi du 10 décembre 2024 (suite à demande de compléments de la DREAL)

Régime de l'établissement

☐ Seveso seuil haut

☒ Autorisation, et en particulier :

☒ IED

☐ Seveso seuil bas

☐ Enregistrement

Priorités d'actions

☐ Établissement prioritaire national (PMI1)

☒ Établissement à enjeux (PMI3)

☐ Établissement autre (PMI7)

Par arrêté préfectoral du 17 juin 2008, la société CASTEL FRERES est autorisée à exploiter des installations d'embouteillage et de vinification de vins comprenant notamment des installations classées qui relèvent de la rubrique n°3642-2 (selon l'arrêté préfectoral du 18 février 2014).

Ces installations, ainsi que les installations connexes, sont soumises aux dispositions de la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V du code de l'environnement relatives à la directive n°2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED » (Industrial Emissions Directive). En particulier, les articles R.515-70 et suivants du code de l'environnement précisent les modalités de réexamen et l'article R.515-72 précise le contenu du dossier de réexamen.

L'objet du dossier de réexamen est de définir les mesures techniques et réglementaires qui permettront à l'établissement d'être conforme aux exigences de la directive IED à échéance du délai de réexamen, soit 4 ans après la parution au Journal Officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à la rubrique principale.

L'arrêté préfectoral du 18 février 2014 ne précise pas que la rubrique principale de l'établissement est la rubrique 3642-2 (Traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux) et que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à cette rubrique sont celles des industries agro-alimentaires et laitières (FDM). Mais l'exploitant n'est soumis qu'à une seule rubrique IED et le dossier de réexamen a été produit suivant ce référentiel.

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (BREF) dans les industries agro-alimentaires et laitières étant parues au Journal Officiel de l'Union Européenne le 4 décembre 2019, l'établissement devait remettre son dossier de réexamen avant le 4 décembre 2020 et ce, en application de l'article R.515-71 du code de l'environnement. L'autorisation d'exploiter et les conditions d'exploitation de l'établissement doivent en conséquence être conformes aux exigences de la directive IED depuis le 4 décembre 2023.

Le présent rapport expose l'examen de ce dossier par l'inspection des installations classées suite aux compléments fournis par l'industriel le 10 décembre 2024 et propose les suites à lui donner.

I - PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

La société CASTEL FRERES exploite, sur le site de La Chapelle-Heulin d'une surface de 264 529 m², une usine d'embouteillage et de vinification de vins.

Les matières premières sont principalement constituées de matières premières végétales, à savoir du jus de raisin et du vin. Des sirops ou des arômes peuvent être ajoutés au cours de l'assemblage selon la boisson retenue.

Le site est actuellement composé :

- Du bâtiment principal de production comprenant :
 - o Les vestiaires et autres locaux administratifs (bureaux, locaux du personnel, ...);
 - o Une cuverie (ensemble de cuves de stockage);
 - o Une salle blanche (verre et BIB);
 - o Une zone de conditionnement;
 - o Une zone de dépalettisation (déchargement des bouteilles en verre notamment);
 - o Une zone de stockage de matières sèches;
 - o Un entrepôt de stockage (4 zones de stockage);
 - o Des locaux techniques :
 - Un atelier de maintenance;
 - Des compresseurs d'air;
 - Un local chaufferie gaz;
 - Une zone de prétraitement et bêche d'eau de forage;
- D'un bâtiment destiné à la vinification;
- D'une station d'épuration;
- D'un bassin de stockage des eaux pluviales;
- D'une réserve d'eau incendie;
- D'un local de charge pour chariots élévateurs;
- D'un local sprinkler;
- D'un forage pour le prélèvement d'eaux souterraines;
- Des zones de parking et de stockage extérieur.

I.1 - Situation administrative

Au titre de la réglementation sur les installations classées, cette société a été autorisée par arrêté préfectoral du 17 juin 2008 et est réglementée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 février 2014.

La situation des installations au titre des rubriques des installations classées pour la protection de l'environnement, tel que prévu à l'article L.512-7 du code de l'environnement, est reprise dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Libellé de la rubrique	Grandeur caractéristique	Régime
3642 2	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 300 t de produits finis par jour lorsque l'installation fonctionne pendant une durée maximale de 90 jours consécutifs en un an.	$Q > 300 \text{ t/j}$	A
2251 1	Préparation, conditionnement de vins. La capacité de production est supérieure à 20 000 hl/an.	$Q = 55\,000 \text{ hl de vinification}$ $Q = 1\,500\,000 \text{ hl/an embouteillage}$	A
2661 1.a	Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, densification, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée est supérieure ou égale à 10 t/j.	$Q = 10,4 \text{ t/j}$	A
1510 2	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public. Le volume des entrepôts est supérieur ou égal à 50 000 m³, mais inférieur à 300 000 m³.	Volumes des entrepôts : 239 158 m³ Quantité de matières combustibles : 1 407 t	E
1530 3	Dépôts de papier, carton ou matériaux combustibles analogues. La quantité stockée est supérieure à 1 000 m³ mais inférieure ou égale à 20 000 m³.	$V > 1000 \text{ m}^3$	D
1532 2	Dépôts de bois secs ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés, à l'exception des établissements recevant du public. La quantité stockée est supérieure à 1 000 m³ mais inférieure ou égale à 20 000 m³.	$V > 1\,000 \text{ m}^3$	D
2940 2.b	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction). Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j.	$Q = 40 \text{ kg/j}$	D
2910 A.2	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167C et 322 B4. La puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en PCI, susceptible d'être consommée par seconde. Si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW.	$P = 4,8 \text{ MW}$	D
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs. La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération est supérieure à 50 kW.	$P = 126 \text{ kW}$	D

* A = Autorisation, E = Enregistrement, DC = Déclaration avec contrôle, D = Déclaration

L'installation IED du site correspondant à la rubrique 3642 figurant dans le tableau ci-dessus.

Analyse de l'inspection des installations classées : L'arrêté préfectoral ne précise pas les caractéristiques maximales au titre de plusieurs rubriques (en particulier, pour la rubrique 3642). Cependant, une mise à jour du tableau de classement ICPE du site a été transmise dans le cadre du projet « Désalcoolisation » dont le dossier de porter à connaissance a été transmis à l'administration le 10 décembre 2024.

Une actualisation du tableau de classement sera proposée à l'issue de l'instruction de ce porter à connaissance (qui pourrait également acter la rubrique principale IED).

Rubriques IOTA

L'arrêté préfectoral ne précise pas le classement de l'établissement au titre de la loi sur l'eau.

Analyse de l'inspection des installations classées : L'exploitant a précisé dans sa réponse les rubriques IOTA connexes à l'établissement. Ce classement sera acté au moment de la l'actualisation de la situation administrative du site (régime déclaratif au titre de la rubrique 1.1.1.0 pour le forage et de la rubrique 2.1.5.0 pour les rejets d'eaux pluviales sur une surface comprise entre 1 et 20 ha).

I.2 - Périmètre IED et BREF applicables

Le périmètre d'application de la section 8 du code de l'environnement, qui transpose la directive IED, a été défini, conformément à l'article R.515-58, par l'exploitant comme suit :

Ensemble	Atelier ou équipement	Rubrique IED	BREF de référence	Périmètre IED BREF FDM
Procédé de production	Vinification et embouteillage	3642	FDM	Inclus
Stockage de matières premières	Stockage des matières premières en cuverie	Connexe	FDM	Inclus
Stockage de produits finis	Stockage de produits finis (vins en bouteilles)	Connexe	FDM	Inclus
Stockage de produits chimiques	Stockage en GRV ou petits bidons	Connexe	FDM	Inclus
Stockage extérieur (déchets + palettes)	-	Connexe	FDM	Inclus
Installation d'air comprimé	Air comprimé	Connexe	FDM	Inclus
Station d'épuration des eaux usées et eaux industrielles (STEP)	Décantations, dégrillage, méthaniseur, bassin d'aération	Connexe	FDM	Inclus
Stockage de gaz pour la vinification	Stockage d'oxygène (2 bouteilles)	Connexe	FDM	Inclus
Chaudière	Une chaudière vapeur de puissance thermique nominale de 4,8 MW (< 50 MW).	Connexe	FDM	Inclus
Laboratoire	Recherche et développement	Connexe	FDM	Inclus
Bureaux et locaux sociaux	Bureaux, sanitaires, vestiaires, cantine etc.	-	-	Exclus
Atelier de maintenance et stockage des produits de maintenance	Atelier et stockage de produits de maintenance.	Connexe	FDM	Inclus

Les installations relèvent des rubriques 3000 suivantes de la nomenclature des ICPE :

Rubrique IED	Désignation	Activités nouvelles ou existantes ¹	BREF associé
3642	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux	Installations existantes	FDM

Analyse de l'inspection des installations classées :

Le périmètre IED a été modifié à la suite des remarques de l'inspection des installations classées en intégrant dans le périmètre les chaudières, laboratoires et ateliers de maintenance considérés comme connexes aux installations IED. Seuls les bureaux et locaux sociaux sont désormais exclus du périmètre IED. Ce nouveau périmètre IED n'appelle pas d'observation complémentaire sachant que l'exploitant a précisé dans ses compléments que les activités de lavage de camions et de distribution de carburants ne sont pas réalisées sur le site.

¹ Au sens de la directive IED

En conséquence, l'établissement est visé par les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles et les documents BREFs (Best Reference Documents) sectoriels suivants qui lui sont opposables :

- BREF FDM (BREF principal) ;

ainsi que par les documents BREFs transversaux suivants pour identifier les MTD applicables pour ces installations :

- Émissions dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac (EFS), paru en juillet 2006 ;
- Systèmes de refroidissement industriel (ICS), paru en décembre 2001 ;
- Efficacité énergétique (ENE), paru en février 2009.

Les BREF ENE et ICS ne sont pas pertinents pour le site car déjà traités par le BREF de référence (FDM) et le BREF EFS ne s'applique pas compte tenu du type de stockage présent sur site (pas de stockage vrac de matières dangereuses en dehors du vin).

L'exploitant a justifié dans son dossier ne pas être concerné par les BREFs secondaires suivants :

- BREF des Grandes Installations de combustion (LCP), publié en juillet 2017,
- BREF des abattoirs et industries des sous-produits animaux (SA), publié en mai 2005,
- BREF des systèmes communs de traitement et de gestion des effluents aqueux et gazeux dans le secteur chimique (CWW), publié en mai 2016,
- BREF Chimie organique à grand volume de production (LVOC), publié en septembre 2017,
- BREF Traitement des déchets (WT), publié en octobre 2018,
- BREF Production de ciment, de chaux et d'oxyde de magnésium (CLM), publié en avril 2013.

Les délais de mise en conformité par rapport à la parution du BREF FDM sont :

- BREF principal : 04/12/2023 (4 ans post publication des conclusions du BREF) ;
- BREF secondaire : 4 ans post publication des conclusions du BREF.

L'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 est également applicable aux installations classées soumises à autorisation pour la rubrique 3642 au 4 décembre 2023.

II - ANALYSE DU DOSSIER DE RÉEXAMEN

II.1 - Régularité du dossier de réexamen

Le dossier contient :

- la définition du périmètre IED et la liste des BREFs pris en compte ;
- l'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R.515-70 ;
- une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles et un positionnement des niveaux de rejet par rapport aux niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles le cas échéant, sur les thématiques suivantes :
 - Système de management environnemental ;
 - Gestion de l'installation en fonctionnement normal et en fonctionnement dégradé ;
 - Prévention de la pollution atmosphérique ;
 - Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques ;
 - Prévention et gestion des déchets ;
 - Réduction des nuisances sonores ;
 - Gestion de l'efficacité énergétique.

Le dossier de réexamen transmis par l'exploitant ne comporte pas de demande de dérogation au sens de l'article R.515-68 du code de l'environnement.

Analyse de l'inspection des installations classées : Le dossier de réexamen comporte suite aux compléments transmis un récapitulatif de la conformité de l'installation à l'arrêté ministériel du 27 février 2020 traduisant le BREF, sur la base de la colonne de correspondance avec l'APMG FDM qui figure au dossier (avec absence de non-conformité identifiée mais quelques MTD partiellement atteintes ou à améliorer). Ces points seront détaillés dans le paragraphe II.2.

Le dossier de réexamen transmis par l'exploitant est transmis avec un document sollicitant la dispense de remise d'un rapport de base.

Analyse de l'inspection des installations classées :

Le document présentant la demande de dispense du rapport est rédigé suivant les critères du guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base prévu par la Directive IED. Le bureau d'études ayant réalisé ce document a identifié, suivant le 1^{er} critère, 7 substances ou mélanges classés dans au moins une des classes de danger définies à l'annexe I du règlement CLP. Cinq des sept produits chimiques retenus sont stockés en quantité faible (quantité maximale 80 litres) ainsi qu'en conditionnement individuel de faible capacité et ne sont pas susceptibles d'engendrer un risque important de pollution des sols et des eaux souterraines selon le logigramme répondant au guide.

Pour les deux dernières substances restant à considérer, la 1^{ère} substance (Sorbikol K) se présente sous forme solide avec des sacs de 25 kg (avec quantité totale inférieure à 700 kg) et n'est pas classée dangereuse pour l'environnement. La 2nd substance (hypochlorite de sodium) avec une quantité inférieure à 2 t est stockée sur rétention, elle-même disposée sur dalle béton. Le bureau d'études conclut au fait que le site n'est pas redevable d'un rapport de base au vu des conclusions du mémoire produit.

Ces arguments n'appellent pas d'observation particulière de la part de l'inspection des installations classées sur la dispense de rapport de base.

II.2 - Régularité du dossier de réexamen

1. MTD relatives à l'exploitation de l'installation

Conformément aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour les industries agro-alimentaires, l'exploitant s'est positionné par rapport aux meilleures techniques disponibles pour l'exploitation de son installation. En particulier, il est noté que :

- en matière de système de management environnemental, le groupe CASTEL FRERES possède une politique de responsabilité sociétale ainsi qu'une politique de développement durable. Ces documents définissent les valeurs et les stratégies du groupe ;
- le site de La Chapelle-Heulin de la société CASTEL FRERES est actuellement dans une démarche de certification ISO 50001.

En réponse aux demandes de compléments, l'exploitant a précisé les points suivants :

- Le processus de certification ISO 50001 commencé sur le site n'a pas été achevé. Toutefois, le site est certifié sous les normes IFS et BRC. Ces référentiels comportent un volet environnemental avec notamment la mise en place d'indicateurs environnementaux. Dans le cadre de ces normes, deux audits sont réalisés par an.
- Le site ne dispose à ce jour d'aucune certification ISO 14001. Le groupe CASTEL FRERES possède une politique de responsabilité sociétale ainsi qu'une politique de développement durable. Ces politiques définissent les valeurs et les stratégies du groupe en matière d'amélioration des performances environnementales globales. Une revue mensuelle des performances (indicateurs environnementaux et énergétiques) est réalisée en comité de direction. Une revue annuelle est également organisée avec la définition d'un budget environnement/énergie.

- La performance de cette MTD 1 est partiellement atteinte car le système de management environnemental sur le site ne permet de répondre à tous les items (audit interne indépendant, évaluation du système de management environnemental, ...).

Analyse de l'inspection des installations classées :

L'exploitant est invité à se conformer aux exigences de la MTD1 en complétant son dispositif de management environnemental (suivant les exigences de la MTD1) sachant qu'une revue des indicateurs environnementaux est examinée en comité de direction chaque mois débouchant sur la mise en place d'un plan d'actions si nécessaire et que des audits externes sont réalisés dans le cadre des normes IFS et BRC.

2. Gestion de la ressource en eau

L'eau utilisée par l'exploitant provient de l'alimentation en eau potable communale ainsi que d'un forage présent sur le site. La circulation de l'eau et les usages de l'eau sur le site sont connus.

Un relevé des compteurs (général, chaudière, production, ...) est réalisé quotidiennement et comparé avec les volumes entrants à la STEP.

MTD 7 : Réduction de la consommation d'eau

Le dossier mentionne que quelques techniques de réduction des consommations d'eau et du volume des effluents aqueux seraient d'ores et déjà en place :

- Système NEP (Nettoyage En Place) ;
- Vigilance accrue dans la conception du matériel afin d'éviter les chutes de produits au sol ;
- Nettoyage des équipements dès que possible.

Aussi, une démarche est en cours afin d'étudier les possibilités de réutilisation de l'eau, notamment les eaux de lavage. Un diagnostic des réseaux est également en cours. Enfin, la technique du nettoyage à sec est à l'étude.

Les effluents aqueux sont :

- des eaux usées sanitaires ;
- des eaux de rinçage des bouteilles ;
- des eaux de rinçage des cuves ;
- des eaux aromatisées ;
- des eaux d'arrosage des lignes.

Suite aux demandes de précisions formulées par la DREAL, l'exploitant a précisé ses consommations d'eaux sur les dernières années :

	2019	2020	2021	2022	2023
Consommation eau réseau public (m³)	43472	34 851	50 367	56 593	46 290
Consommation eau Forage (m³)	30859	48 074	36 674	16 919	14 408
Consommation totale (m³)	74 331	82 925	87 041	73 512	60 698

Selon l'exploitant, la consommation totale est respectée hormis en 2021 (due au pic d'activités post COVID). Toutefois, la consommation d'eau globale sur le site est à la baisse ces trois dernières années en lien avec la baisse d'activités de production.

Des dépassements de la limite autorisée sont à signaler sur le prélèvement d'eau du réseau public (limite fixée par arrêté préfectoral à 25 000 m³) sur cette période. Toutefois, selon l'exploitant cet écart est compensé par le faible volume d'eau prélevée au niveau du forage (limite fixée par arrêté à 60 000 m³).

Concernant le Nettoyage En Place (NEP) dont il est fait état dans le dossier de réexamen, c'est une méthode de nettoyage et de désinfection automatique des installations de production (doseurs/mélangeurs, cuves). Il permet de nettoyer les surfaces des systèmes en contact avec les produits sans devoir démonter ou déplacer l'installation à l'aide de solution lessiviel (lessive de soude et acide nitrique utilisés pour le site). La réduction de consommation d'eau en lien avec le process de nettoyage en place n'est pas quantifiée à ce jour. Les eaux de lavage ne sont pas non plus réutilisées dans la configuration actuelle. Dans le cadre du projet désalcoolisation, la futur NEP disposera d'une cuve d'eau récupérée (eau de rinçage du précédent nettoyage).

Un diagnostic des réseaux a été réalisé courant de l'année 2024 (avec réalisation d'un hydrocurage). Selon l'exploitant, les réseaux sont majoritairement en bon état général (avec réfection prévue des réseaux au niveau de la cuverie).

L'étude de la technique de nettoyage à sec n'a pas été réalisée. Toutefois, un nettoyage à sec est réalisé dans les zones d'interlignes « encartonnage ». Concernant le rinçage des bouteilles avant conditionnement, toutes les rinceuses sont en eaux recyclées et fonctionnent en circuit fermé.

Aucune étude n'a été menée par l'exploitant sur les dépassements observés du débit journalier de 24 % sur la période de juillet 2023 à août 2024 et des dépassements des VLE en mai 2024 (en particulier, sur le phosphore).

Le ratio entre le volume d'eau consommé par litre de vin produit fluctue beaucoup dans le temps avec une tendance à la baisse selon l'exploitant avec une moyenne de 0,97 (pour une moyenne de 1,25 au sein du groupe Castel).

Analyse de l'inspection des installations classées :

MTD 7 : Si en matière de consommation d'eau, l'exploitant sollicite un raisonnement en prélèvement total et non par milieu de prélèvement, il lui appartient d'en faire la demande auprès du préfet en application du R181-45 du code de l'environnement.

Par ailleurs, l'arrêté préfectoral fixant des débits maximaux journaliers et horaires par typologie de prélèvement, il appartient à l'exploitant de pouvoir justifier du respect de ses dispositions (une simple estimation du débit maximal journalier s'avère insuffisante).

De plus, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir la répartition de ses postes de consommation d'eau, l'exploitant est donc invité à travailler sur ce sujet (avec si nécessaire la pose de compteurs supplémentaires) tout comme sur la possibilité de réutilisation d'eaux industrielles (des textes récents ayant permis de favoriser ces recyclages internes).

Le ratio spécifique (consommation d'eau par litre de vin produit) mérite d'être suivi plus attentivement dans le temps avec explications à trouver sur les raisons des fluctuations en vue d'engager une baisse plus marquée des consommations d'eau.

L'exploitant est également invité à identifier les causes des dépassements relevés au niveau de ses rejets d'eaux industrielles en débit journalier ou en phosphore (sous peine de s'exposer à une proposition de mise en demeure si ces dépassements devaient se renouveler).

MTD 3 : Surveillance des principaux paramètres de procédé des émissions dans l'eau (AMPG 3642 II-7.2)

La société CASTEL FRERES réalise des analyses sur les effluents aqueux en entrée et en sortie de la station d'épuration à fréquence journalière ou hebdomadaire selon les paramètres.

La STEP dispose de deux préleveurs automatiques d'échantillons en entrée et en sortie du traitement. Les paramètres contrôlés sont :

- Débit, pH (mesures continues) ;
- MES, DCO, (mesures journalières) ;
- NGL, DBO5, MES, Ptotal, NTK, NO2 et NO3 (mesures hebdomadaires).

Les fréquences de mesure des effluents aqueux sont précisées par l'arrêté préfectoral du 17/06/2008. De plus, l'exploitant réalise des mesures annuelles sur les eaux pluviales en sortie de séparateurs hydrocarbures.

MTD 4 : Surveillance des émissions dans l'eau aux fréquences indiquées et conformément aux normes EN (AMPG 3642 II-7.2)

Le site ne surveille pas le COT. Cependant, d'après la note 3) de conclusions du BREF, le paramètre de surveillance est soit le COT soit la DCO. Dans le cas présent, la DCO est analysée.

Aussi, les chlorures ne sont pas mesurés car le site n'utilise pas, selon l'exploitant, de procédé mettant en œuvre des produits salés.

De plus, la fréquence minimale de surveillance d'après la MTD 4 n'est pas respectée pour les paramètres NGL (fréquence hebdomadaire au lieu de journalière) et Ptotal (fréquence hebdomadaire au lieu de journalière). Toutefois, d'après la note 4), s'il est établi que les niveaux d'émission sont suffisamment stables, la fréquence de surveillance pourra être abaissée. L'exploitant indique que les niveaux d'émission sur l'année 2020, à raison d'une surveillance hebdomadaire, oscillent entre :

- 0,32 et 0,90 mg/l pour le phosphore total ;
- 0,09 et 2,16 mg/l pour l'azote global.

Il peut donc être considéré que les niveaux d'émission sont suffisamment stables et en deçà des valeurs limites de rejet.

En matière de normes de mesures, l'exploitant a justifié que les normes de mesures sont celles reprises dans la MTD ou font l'objet d'une accréditation COFRAC.

Analyse de l'inspection des installations classées :

MTD4 : En l'absence de perturbation de la mesure par les chlorures, le maintien d'une surveillance de la DCO (au lieu de la surveillance du COT) est acceptable.

Dans ses réponses, l'exploitant n'a pas justifié du fait que les incidents du printemps 2024 sont exceptionnels via un retour sur les mesures de plusieurs années en vue de justifier du maintien des fréquences de surveillance allégées au regard des exigences du BREF (même les données fournies au titre de la MTD12 sont rassurantes quant à la qualité des rejets d'eaux industrielles). En conséquence, en cas de nouvelles dérives des résultats, l'exploitant est sensibilisé sur le fait que les fréquences de mesure pourront être renforcées par l'inspection des installations classées pour les paramètres NGL (fréquence actuelle hebdomadaire au lieu de journalière) et Ptotal (fréquence actuelle hebdomadaire au lieu de journalière).

MTD 9 : Fluides frigorigènes :

En réponse à la demande de compléments, l'exploitant a précisé que le site utilise majoritairement comme fluides frigorigènes les gaz R410A et R1234ze (réfrigérant HFO avec un très faible PRP (7)). Le gaz R1234ze constitue l'une des meilleures options susceptibles de garantir un faible impact sur l'environnement et le respect de la réglementation. Les gaz fluorés utilisés sur site sont conformes à la réglementation F-GAS II.

Le site n'est pas classé sous la rubrique 1185 relatif aux gaz à effet de serre fluorés. En effet, les gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe 1 du règlement (UE) n°517/2014 sont présents en très faible quantité sur le site. Il s'agit principalement du difluorométhane (R32) dont la quantité stockée (<5 kg) est en dessous du seuil de classement sous le régime de la déclaration (seuil ICPE de 300 kg). Les autres gaz frigorigènes utilisés pour la climatisation et les groupes froid du site (R410A et R1234ze) ne sont pas visés à l'annexe 1 du règlement (UE) n°517/2014.

MTD 10 : Traitement des effluents aqueux

Les effluents industriels générés par la société CASTEL FRERES sont traités dans la station d'épuration du site décrites dans le dossier de réexamen.

MTD 11 : Afin d'éviter les émissions non maîtrisées dans l'eau, la MTD consiste à prévoir une capacité appropriée de stockage tampon des effluents aqueux

La société CASTEL FRERES possède un bassin de stockage tampon de 1 250 m³ au sein de sa STEP, pour une quantité d'eau rejetée quotidienne d'environ 250 m³. La STEP est par conséquent dimensionnée pour pouvoir être arrêtée au moins 4 jours en cas de problème.

MTD 12 : Respect des NEA MTD

L'exploitant justifie le respect des NEA MTD sur la période de 2020 à 2023 avec les valeurs moyennes journalières suivantes :

Concentrations moyenne en sortie STEP (mg/l)	2020	2021	2022	2023	VLE AMPG FDM (mg/l)
DCO	16,24	15,6	15,45	15,14	100
MES	2	2,58	2,02	2,03	50
Azote Total	3,05	3,82	2,35	2,21	20
Phosphore total	0,63	0,64	0,6	0,56	2

Analyse de l'inspection des installations classées :

Les éléments fournis par l'exploitant dans le cadre des compléments transmis le 10 décembre 2024 permettent de disposer d'éléments suffisants pour s'assurer de la conformité de l'installation à cette MTD12.

A noter que les fourchettes sont les suivantes :

- DCO : fourchette de 25 à 100 mg/l fixée par le BREF ;
- MES : fourchette de 4 à 50 mg/l fixée par le BREF ;
- Azote total : fourchette de 2 à 20 mg/l fixée par le BREF ;
- Phosphore total : fourchette de 0,2 à 2 mg/l fixée par le BREF.

3. Émissions atmosphériques

Les effluents gazeux sur le site sont uniquement issus de la chaudière (équipement relevant du régime déclaratif).

En réponse à la demande de compléments, l'exploitant a précisé que les rejets atmosphériques de la chaudière font l'objet d'une surveillance par l'exploitant. Les paramètres mesurés sont : débit, température, teneur en O₂, teneur en CO₂ et Oxydes d'azote (NO_x). L'arrêté préfectoral du 17/06/2008 impose des concentrations maximales uniquement pour les paramètres O₂, poussières, SO₂ et NO_x.

Le site a mis en place un contrôle des rejets atmosphériques par un organisme de contrôle externe depuis 2024.

Les résultats de surveillance des rejets atmosphériques du site sont en dessous des VLE, donc conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral et de l'AMPG du 03 août 2018 (rubrique 2910).

Analyse de l'inspection des installations classées :

MTD5 : Les éléments transmis par l'exploitant sont suffisants s'agissant d'une installation relevant du régime déclaratif. L'exploitant est invité à poursuivre la surveillance par un organisme de contrôle externe et à se référer aux VLE fixées dans l'arrêté ministériel du 3 août 2018 (VLE plus contraignantes que celles de l'arrêté préfectoral d'autorisation initial).

4. Gestion des odeurs

MTD 15 : Plan de gestion des odeurs :

La mise en place d'un plan de gestion des odeurs est requis dans les cas où une nuisance olfactive est probable et/ou a été constatée dans les zones sensibles. Aucune plainte pour nuisance olfactive n'a été déclarée par l'exploitant.

Suite aux compléments sollicités par la DREAL, l'exploitant a précisé que le process de vinification sur le site n'est pas odorant et est réalisé en circuit clos. Des nuisances olfactives sont très peu probables selon l'exploitant en limite de propriété. Par ailleurs, les habitations les plus proches des installations sont à plus de 100 m au sud du bâtiment principal. La MTD 15 n'est donc pas applicable compte-tenu du risque très faible de nuisances olfactives selon l'exploitant.

Analyse de l'inspection des installations classées :

MTD15 : La justification apportée par l'exploitant apparaît satisfaisante pour ne pas appliquer la MTD15.

5. Prévention des nuisances sonores

MTD 13 : Plan de gestion des nuisances sonores : La MTD 13 n'est applicable que dans les cas où une nuisance sonore est probable et/ou a été constatée dans des zones sensibles. Or le dossier précise que le site n'a pas fait l'objet de plainte.

MTD 14 : Cette MTD correspond à l'application d'une ou plusieurs techniques a) à e) visant à éviter ou réduire les nuisances sonores.

Analyse de l'inspection des installations classées :

MTD14 : Aucune plainte pour nuisances sonores émanant de riverains n'a été enregistrée concernant ce site. Cependant, l'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant qu'il est tenu de réaliser des mesures de bruit tous les 5 ans en application de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2008. Par ailleurs, l'application de la MTD 14 n'est pas conditionnée à l'existence de plainte.

L'exploitant a indiqué qu'une première campagne de mesures est planifiée pour début janvier 2025. Le rapport d'étude des émissions sonores sera tenu à la disposition de l'administration.

6. Efficacité énergétique

MTD 6 : Afin d'accroître l'efficacité énergétique, la MTD consiste à utiliser la MTD 6a et une combinaison appropriée des techniques courantes énumérées au point b). (AMPG 3642 I.8)

La société CASTEL FRERES réalise un suivi des performances énergétiques de son site. Ce suivi est réalisé en interne, et est également encadré par une société extérieure. Une revue énergétique a été réalisée en septembre 2016. Elle permet :

- d'analyser les usages et la consommation énergétique à partir de mesures et d'autres données ;
- d'identifier, d'après les analyses des usages et de la consommation énergétique, les secteurs d'usage énergétiques significatifs ;
- d'identifier, de hiérarchiser et d'enregistrer les potentiels d'amélioration de la performance énergétique.

Le dossier de réexamen indique qu'un plan d'actions est actuellement à l'étude comprenant une liste d'actions d'économies d'énergie et d'amélioration de la performance énergétique, avec les coûts et les gains associés, le financement prévu et le temps de retour sur investissement. Par exemple, les actions portent sur :

- la campagne de détection de fuites sur le réseau d'air comprimé ;
- la réduction de la pression de l'air comprimé au minimum requis ;
- la régulation par haute pression flottante sur les groupes froids ;
- la gradation de l'éclairage en fonction de la luminosité ambiante + détecteurs de présence (éclairage).

Analyse de l'inspection des installations classées :

Les éléments transmis par l'exploitant répondent aux dispositions des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour les industries agroalimentaires (MTD 6). L'exploitant a transmis dans les compléments transmis à la DREAL une actualisation de son plan d'actions montrant l'efficacité des actions déjà entreprises sur la baisse de sa consommation d'électricité et de gaz. L'exploitant a précisé également qu'un nouvel audit énergétique était en cours qui amènera certainement à l'engagement et au suivi d'un nouveau plan d'actions.

7. Substances dangereuses

MTD 8 : Afin d'éviter ou de réduire l'utilisation de substances dangereuses, par exemple pour le nettoyage et la désinfection, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques

La société CASTEL FRERES travaille à la substitution des produits chimiques nocifs pour le milieu aquatique.

Une NEP est en place pour l'embouteillage.

La société CASTEL FRERES apporte une vigilance accrue dans la conception du matériel afin d'éviter les chutes de produits au sol, nécessitant un nettoyage plus important. De plus, la technique du nettoyage à sec est à l'étude.

Analyse de l'inspection des installations classées :

MTD 8 : Le détail des substances chimiques utilisées et leurs quantités présentes sur le site ne sont pas inclus dans le corps du dossier de réexamen mais sont bien listés dans le document relatif à la dispense de remise d'un rapport de base. Les éléments fournis apparaissent suffisants pour relativiser le risque d'impact sur les sols et les eaux souterraines (Cf. § relatif au rapport de base).

II.3 - CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Le dossier de réexamen est complet et régulier.

Sur la base de l'examen réalisé, l'inspection des installations classées propose, conformément à l'article R.515-73 du code de l'environnement, d'informer l'exploitant de l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions par courrier et de lui notifier l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710.

Un courrier de donner acte de réexamen IED joint au présent rapport a été transmis à l'exploitant afin de lui notifier cette décision.

La réalisation du dossier de réexamen relève de la responsabilité de l'exploitant. L'instruction réalisée par l'inspection des installations classées est une analyse de certains éléments contenus dans le dossier, selon différents degrés d'approfondissement. L'instruction ne se veut pas exhaustive, mais centrée sur les principaux enjeux recensés, et à ce titre ne constitue pas une validation des documents remis à l'administration. Par ailleurs, si des prescriptions techniques sont édictées à l'issue de la procédure, elles le sont notamment sur la base des informations fournies par l'exploitant dans son dossier.